

RÉPUBLIQUE DU CAMEROUN

PAIX TRAVAIL PATRIE

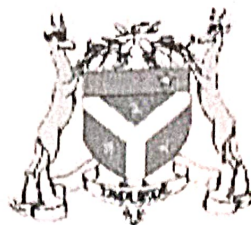
RÉGION DU CENTRE

DÉPARTEMENT DU MFOUNDI

COMMUNE
D'ARRONDISSEMENT DE YAOUNDÉ IV

SECRETARIAT GÉNÉRAL

SERVICE DU PATRIMOINE DES AFFAIRES FONCIERES
ET DES MARCHES PUBLICS



REPUBLIC OF CAMEROON

PEACE-WORK-FATHERLAND

CENTRE REGION

MFOUNDI DIVISION

YAOUNDE IV DISTRICT COUNCIL

GÉNÉRAL SECRETARIAT

HERITAGE AND LAND AFFAIRS AND
PUBLIC CONTRACTS UNIT SERVICE

AVIS D'APPEL D'OFFRE N° 06 /AONO/CA/Y4/ CIPM DU 30 /03 /2026 EN
PROCEDURE D'URGENCE POUR L'ENTRETIEN DE 3KM DE ROUTE EN TERRE AVEC
FOSSSES ENTERRES DANS LA ZONE RURALE DE LA COMMUNE D'ARRONDISSEMENT DE
YAOUNDE IV^{ème} DEPARTEMENT DU MFOUNDI REGION DU CENTRE

1. Objet de l'appel d'offre

Dans le cadre de l'exercice des compétences transférées aux Collectivités Territoriales Décentralisées, le Maire de la Commune d'Arrondissement de Yaoundé IV, lance un Appel d'Offres National Ouvert pour l'entretien de 3km de route en terre avec fosses enterrés dans la zone rurale de la commune d'arrondissement de Yaoundé IV^{ème} dans la Commune d'Arrondissement de Yaoundé IV^{ème}, département du Mfoundi, Région du centre.

2. Consistance des travaux

Les travaux comprennent notamment :

- Travaux Préliminaires;
- Nettoyage et Terrassements;
- Assainissement - Drainage;

3. Tranches/Allotissement

Ladite demande d'appel d'offre est en un lot et une tranche unique.

4. Coût prévisionnel

Le coût prévisionnel de l'opération à l'issue des études préalables : est de 40 000 000 (Quarante millions) de francs CFA.

5. Délai prévisionnel d'exécution

Le délai maximum prévu par le Maître d'ouvrage pour la livraison des travaux objet du présent appel d'offres est de trois (3) mois calendaires.

Ce délai court à compter de la date de notification de l'ordre de service de démarrer les prestations.

Le lieu de livraison est le Commune d'Arrondissement de Yaoundé 4^{ème}

6. Participation et origine

La participation au présent appel d'offre est ouverte aux entreprises résidentes en République du Cameroun de Catégorie D, C, B et A ou répondant aux critères de qualifications indiquées dans le présent Dossier d'appel d'offre pour les Entreprises de Catégorie E ayant un récépissé de demande de catégorisation D ou C.

7. Financement

Les travaux, objet du présent Appel d'Offre sont financés par le Budget d'Investissement Public du Ministère de l'Agriculture et du Développement Local, sur la ligne d'imputation budgétaire N°

8. Mode de soumission

Le mode de soumission retenu pour cette consultation est en ligne.

9. Cautionnement de soumission

Chaque soumissionnaire doit joindre à ses pièces administratives un cautionnement de soumission, acquitté à la main, délivrée par un organisme ou une institution financière agréée par le Ministre chargé des finances pour émettre les cautions dans le domaine des marchés publics dont la liste figure dans la pièce 14 du DAO dont le montant s'élève à : **400.000 (Quatre cent milles) franc CFA.**

Elle est valable jusqu'à trente (30) jours au-delà de la date initiale de validité des offres et doit être accompagnée d'un récépissé **timbré** de la Caisse des Dépôts et de Consignation (CDEC) conformément aux prescriptions **des points I et II de la Lettre Circulaire n°00019/LC/MINMAP du 05 Juin 2024. Relative aux modalités de consignations, de conservation, de restitution et de déconsignation des cautionnements sur les marchés publics.**

L'absence de la caution de soumission délivrée par une banque de premier ordre ou un organisme financier de première catégorie autorisé par le Ministère chargé des Finances à émettre des cautions dans le cadre des marchés publics, entraînera le Rejet pur et simple de l'offre.

10.

Consultation du Dossier d'Appel d'Offre

Le dossier physique peut être consulté gratuitement dans les services du Maître d'Ouvrage aux heures ouvrables au Service du Patrimoine, des Affaires Foncières et des Marchés Publics, bâtiment principal, 1^{er} niveau, BP : 14783 Yaoundé, téléphone : 699 09 11 70 dès publication du présent avis. Il peut également être consulté en ligne sur la plateforme COLEPS aux adresses <http://www.marchespublics.cm> et <http://www.publiccontracts.cm> sur le site internet de l'ARMP (www.armp.cm).

11.

Acquisition du Dossier d'Appel d'Offre

La version physique du dossier peut être obtenue au Service du Patrimoine, des Affaires Foncières et des Marchés Publics, bâtiment principal, 1^{er} niveau, Bp : 14783 Ydé téléphone : 222 11 30 92, fax, e-mail). Dès publication du présent avis, contre versement d'une somme non remboursable *des frais d'achat* du DAO de cent mille (60 000) Francs CFA payable à la recette municipale contre quittance d'achat au titre des frais d'achat du dossier d'appel d'offre. Il est également possible d'obtenir la version électronique du dossier par téléchargement gratuit sur les plateformes COLEPS ou PRIDESOFT disponibles aux adresses sus indiquées. Toutefois, la soumission en ligne est conditionnée par le paiement des frais d'achat du dossier de Demande d'appel d'offre.

12. Remise des plis

Chaque offre est rédigée en français ou en anglais.

Pour la soumission en ligne, l'offre devra être transmise par le soumissionnaire sur la plateforme COLEPS ou toute autre moyen de communication électronique officiel à préciser par le maître d'ouvrage au plus tard le ... **30 AVR 2026** / à 13H Une copie de sauvegarde de l'offre enregistrée sur clé USB ou CD/DVD ainsi que l'original de la Quittance, Caution de Soumission et Récépissé CDEC, devront être transmises sous pli scellé avec l'indication claire et lisible « copie de sauvegarde, Caution de Soumission et Récépissé CDEC », en plus de la mention ci-dessous dans les délais impartis.

« APPEL D'OFFRE N° 06 /AONO/CA/Y4/ CIPM DU 30 / 03 /2026 EN PROCEDURE D'URGENCE POUR L'ENTRETIEN DE 3KM DE ROUTE EN TERRE AVEC FOSSES ENTERRES DANS LA ZONE RURALE DE LA COMMUNE D'ARRONDISSEMENT DE YAOUNDE IVème DEPARTEMENT DU MFOUNDI REGION DU CENTRE »

Taille et format des fichiers

Pour la soumission en ligne, les tailles maximales des documents qui vont transiter sur la plateforme et constituant l'offre du soumissionnaire sont les suivantes :

- 5 MO pour l'Offre Administrative ;
- 15 MO pour l'Offre Technique ;
- 5 MO pour l'Offre Financière.

Les formats acceptés sont les suivants :

- Format PDF pour les documents textuels ;
- JPEG pour les images.

Le candidat veillera à utiliser des logiciels de compression afin de réduire éventuellement la taille des fichiers à transmettre.

13. Recevabilité des plis

Toute offre incomplète conformément aux prescriptions du Dossier d'Appel d'Offres sera déclarée irrecevable. Notamment l'absence de la caution de soumission délivrée par un organisme ou une institution financière de première catégorie agréée par le Ministre en charge des finances pour émettre les cautions dans le domaine des marchés publics ou le non-respect des modèles des pièces du Dossier d'Appel d'Offres, entraînera le rejet pur et simple de l'offre sans aucun recours. Une caution de soumission produite mais n'ayant aucun rapport avec la consultation concernée est considérée comme absente. La caution de soumission présentée par un soumissionnaire au cours de la séance d'ouverture des plis est irrecevable. Ouverture des plis

14. Ouverture des plis

L'ouverture des plis se fait en un temps et aura lieu le 30 AVR 2026 à 14H (heure locale), par la Commission Interne de Passation des Marchés Publics auprès de la **Commune d'Arrondissement de Yaoundé IV**, dans la salle des conférences sise au bâtiment annexe 2^e niveau.

Seuls les soumissionnaires peuvent assister à cette séance d'ouverture ou s'y faire représenter par une personne de leur choix dûment mandatée même en cas de groupement d'entreprises. Sous peine de rejet, les pièces du dossier administratif requises doivent être produites en originaux ou en copies certifiées conformes par le service émetteur ou l'autorité administrative compétente, conformément aux dispositions du Règlement Particulier de l'Appel d'Offres. Elles doivent dater de moins de trois (03) mois ou avoir été établies postérieurement à la date de signature de l'avis de D'Appel d'Offres.

En cas d'absence ou de non-conformité d'une pièce du dossier administratif dans un délai de 48 heures accordé par la Commission, l'offre sera rejetée.

15. Critères d'évaluation

Les critères d'évaluation sont de deux types : les critères éliminatoires et les critères essentiels. Un critère ne peut être à la fois éliminatoire et essentiel.

15.1-Critères éliminatoires

Les critères éliminatoires fixent les conditions minimales à remplir pour être admis à l'évaluation selon les critères essentiels. Ils ne doivent pas faire l'objet de notation. Le non-respect de ces critères entraîne le rejet de la cotation du soumissionnaire.

Il s'agit notamment :

- L'absence du cautionnement de soumission à l'ouverture des plis ;
- La non-production au-delà du délai de 48 h après l'ouverture des plis, d'une pièce du dossier Administratif jugée non conforme ou absente lors de l'ouverture des plis,
- Les fausses déclarations, manœuvres frauduleuses ou des pièces falsifiées ;

- Le non-respect de 70% critères essentiels ; (**Applicable aux entreprises de la Catégorie E, ayant les récépissés datant de moins de trois mois et non applicable aux entreprises ayant le Certificat de catégorisation D, C, B et A**) ;
 - L'absence de la déclaration sur l'honneur de non abandon des chantiers au cours des trois dernières Années ;
 - Du non-respect du format des fichiers ;
 - L'absence d'un prix unitaire quantifié dans l'offre financière ;
 - L'absence de possession en propre ou en location d'un matériels minimum (bétonnière...) (**Applicable aux entreprises de la Catégorie E, ayant les récépissés datant de moins de trois mois et non applicable aux entreprises ayant le Certificat de catégorisation D, C, B et A**) ;
 - L'absence d'un élément de l'offre financière (la Soumission, les BPU, le DQE) ;
 - L'absence de la charte d'intégrité datée et signée ;
 - L'absence de la déclaration d'engagement au respect des clauses environnementales et sociales datée et signée ;
 - La méthodologie ;
 - Les preuves d'acceptation des conditions du marché (Cahier des clauses Administratives Particulières (CCAP) et Cahier des clauses Techniques Particulières (CCTP) .
- Ces critères ont pour objet d'apprécier la conformité aux conditions fixées dans le Dossier d'Appel d'Offres, des pièces administratives, de l'offre technique et de la proposition financière en vue de l'attribution du marché

15.2-Critères essentiels

Le système de notation des offres est le mode binaire (oui/non). L'évaluation des offres techniques se fera suivant les critères essentiels ci-après définies :

- La présentation de l'offre ;
- Les références du soumissionnaire (**Applicable aux entreprises de la Catégorie E, ayant les récépissés datant de moins de trois mois et non applicable aux entreprises ayant le Certificat de catégorisation D, C, B et A**) ;
 - La capacité financière (le chiffre D'affaires, attestation de solvabilité financière). (**Applicable aux entreprises de la Catégorie E, ayant les récépissés datant de moins de trois mois et non applicable aux entreprises ayant le Certificat de catégorisation D, C, B et A**) ;
 - La qualification et l'expérience du personnel (**Applicable aux entreprises de la Catégorie E, ayant les récépissés datant de moins de trois mois et non applicable aux entreprises ayant le Certificat de catégorisation D, C, B et A**) ;
 - Les moyens logistiques (**Applicable aux entreprises de la Catégorie E, ayant les récépissés datant de moins de trois mois et non applicable aux entreprises ayant le Certificat de catégorisation D, C, B et A**) ;

Seules les offres financières des soumissionnaires dont l'offre technique aura obtenu un pourcentage de « oui » supérieur ou égal à 70% seront examinées. *Le système de notation des offres par attribution des points est proscrit au profit du mode binaire (oui ou non).*

16.Attribution

Le Maitre d'Ouvrage attribue le marché au soumissionnaire ayant présenté une offre remplissant les critères de qualification technique et financière requises et dont l'offre est évaluée le moins disant en incluant le cas échéant les remises proposées.

17.Durée de validité des offres

Les soumissionnaires restent engagés par leur offre-pendant 90 jours à partir de la date limite fixée pour la remise des offres.

18.Renseignements complémentaires

Les renseignements complémentaires peuvent être obtenus aux heures ouvrables Service du Patrimoine, des Affaires Foncières et des Marchés Publics, BP : 14783, téléphone 699 09 11 70 ou en ligne sur la plateforme COLEPS aux adresses <http://www.marchespublics.cm> et <http://www.publiccontracts.cm> .

19. Additif à l'appel d'offres.

Le Maître d'Ouvrage se réserve le droit, en cas de nécessité, d'apporter toute autre modification ultérieure utile au présent appel d'offres.

20. Lutte contre la corruption et les mauvaises pratiques

Pour toute dénonciation pour des pratiques, faits ou actes, tentative de corruption ou faits de mauvaises pratiques, bien vouloir appeler la CONAC au numéro 1517, l'Autorité chargée des Marchés Publics (MINMAP) SMS ou appel aux numéros suivants : (+237) 673 20 57 25 et 699 37 07 48, et la Cellule de Lutte Contre la Corruption du MO/MD au numéro 222 11 30 92/222 11 30 94 et de l'ARMP au numéro au 222 20 18 03.

Copies

- MINMAP
- ARMP
- Maître d'Ouvrage
- Président CIPM
- Affichage - chrono



26 MARS 2026

Gabriel B. EFFILA
Maire de Yaoundé 4^{ème}

RÉPUBLIQUE DU CAMEROUN

PAIX TRAVAIL PATRIE

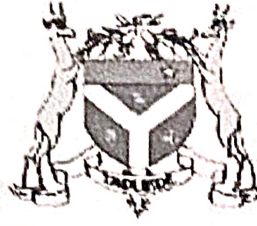
RÉGION DU CENTRE

DÉPARTEMENT DU MFOUNDI

COMMUNE
D'ARRONDISSEMENT DE YAOUNDÉ IV

SECRÉTARIAT GÉNÉRAL

SERVICE DU PATRIMOINE DES AFFAIRES FONCIERES
ET DES MARCHES PUBLICS



REPUBLIC OF CAMEROON

PEACE-WORK-FATHERLAND

CENTRE REGION

MFOUNDI DIVISION

YAOUNDE IV DISTRICT COUNCIL

GÉNÉRAL SECRÉTARIAT

HERITAGE AND LAND AFFAIRS AND
PUBLIC CONTRACTS UNIT SERVICE

OPEN NATIONAL INVITATION TO TENDER

NO. 06 /AONO/CA/Y4/CIPM OF 30 / 03/2026 UNDER EMERGENCY PROCEDURE
FOR THE MAINTENANCE OF 3KM OF UNDERGROUND ROAD WITH BURIED DITCHES
IN THE RURAL AREA OF THE YAOUNDE IV DISTRICT MUNICIPALITY, MFOUNDI
DEPARTMENT, CENTRAL REGION

1) Subject of the invitation to tender

In the context of the exercise of powers transferred to the Decentralised Territorial Collectivities, the Mayor of the Yaoundé IV District Municipality, launches a National Open Call for Tenders for the maintenance of 3km of dirt road with buried pits in the rural area of the Yaoundé IV District Municipality in the Yaoundé IV District Municipality, Mfoundi Department, Central Region.

2) Nature of works

The work includes, in particular:

- Preliminary work;
- Clearing and earthworks;
- Sanitation and drainage;

3) Tranches/Allotment

The said call for tenders is in one lot and one single tranche.

4) Estimated cost

The estimated cost of the operation following the preliminary studies is 40,000,000 (Forty million) CFA francs.

5) Estimated execution deadline

The maximum timeframe stipulated by the Contracting Authority for the delivery of the works covered by this tender is three (3) calendar months.

This period begins from the date of notification of the service order to commence work.

The delivery location is the Yaoundé 4th District Municipality.

6) Participation and origin

Participation in this tender is open to companies resident in the Republic of Cameroon in Categories D, C, B and A or meeting the qualification criteria indicated in this Tender Document for Companies in Category E with a receipt for application for categorization D or C.

7) Funding

The works, which are the subject of this Invitation to Tender, are financed by the Public Investment Budget of the Ministry of Agriculture and Local Development, under budget line No.

8) Bidding method

The submission method chosen for this consultation is online.

9) Bid bond

Each bidder must include with their administrative documents a bid bond, paid by hand, issued by an organization or financial institution authorized by the Minister of Finance to issue bonds for public procurement. A list of these institutions is provided in document 14 of the tender documents. The amount of the bond is 400,000 (four hundred thousand) CFA francs. It is valid for thirty (30) days beyond the initial validity period of the bids and must be accompanied by a stamped receipt from the Caisse des Dépôts et Consignations (CDEC), in accordance with the provisions of points I and II of Circular Letter No. 00019/LC/MINMAP of June 5, 2024, concerning the procedures for depositing, holding, returning, and releasing bid bonds for public procurement. The absence of a bid bond issued by a first-class bank or a first-category financial institution authorized by the Ministry of Finance to issue bonds for public procurement will result in the outright rejection of the bid.

10) Consultation of Tender File

The physical file may be consulted free of charge at the offices of the Contracting Authority during business hours at the Heritage, Land Affairs and Public Procurement Department, main building, 1st floor, P.O. Box 14783 Yaoundé, telephone: 699 09 11 70, from the date of publication of this notice. It may also be consulted online on the COLEPS platform at <http://www.marchespublics.cm> and <http://www.publiccontracts.cm> on the ARMP website (www.arp.cm).

11) Acquisition of tender file

The physical version of the tender documents can be obtained from the Heritage, Land Affairs and Public Procurement Department, Main Building, 1st floor, P.O. Box 14783 Yaoundé (telephone: +226 222 11 30 92, fax, email). Upon publication of this notice, a non-refundable fee of one hundred thousand (60,000) CFA francs is payable to the municipal treasury upon receipt of the purchase of the tender documents.

The electronic version of the documents can also be obtained by free download from the COLEPS or PRIDESOFT platforms, available at the addresses indicated above. However, online submission is conditional upon payment of the tender documents purchase fee.

12) Submission of bids

Each offer must be written in French or English.

For online submissions, the offer must be submitted by the bidder via the COLEPS platform or any other official electronic means of communication to be specified by the contracting authority no later than **30 AVR 2026** at 1:00 PM. A backup copy of the offer, saved on a USB drive or CD/DVD, along with the original of the Bid Bond, the Bid Security, and the CDEC Receipt, must be submitted in a sealed envelope clearly and legibly marked "Backup Copy, Bid Security, and CDEC Receipt," in addition to the information below, within the specified deadlines.

" OPEN NATIONAL INVITATION TO TENDER NO. 06 /AONO/CA/Y4/CIPM OF 30 / 03 /2026 UNDER EMERGENCY PROCEDURE FOR THE MAINTENANCE OF 3KM OF DIRT ROAD WITH BURIED DITCHES IN THE RURAL AREA OF THE YAOUNDE IVTH DISTRICT MUNICIPALITY, MFOUNDI DEPARTMENT, CENTRAL REGION"

"To be opened only during the bid-opening session"

the maximum size of the tenderer's offer are the following:

- 5 MB for the Administrative file;
- 15 MB for the Technical Offer;
- 5 MB for the Financial Offer. The following formats are accepted:
- PDF format for text documents;
- JPEG for images.

The applicant shall make sure that he uses compressing software to possibly reduce the size of the files to be transmitted.

13) Admissibility of bids

Any incomplete offer, in accordance with the requirements of the Tender Documents, will be declared inadmissible. In particular, the absence of a bid security issued by a first-category financial institution or organization authorized by the Minister of Finance to issue guarantees in the field of public procurement, or failure to comply with the document templates in the Tender Documents, will result in the outright rejection of the offer without recourse. A bid security submitted but unrelated to the relevant tender will be considered absent. A bid security presented by a bidder during the bid opening session will be inadmissible.

14) Opening of bids

The bids will be opened in a single session on 30 AVR 2026 at 2:00 PM (local time) by the Internal Public Procurement Commission of the Yaoundé IV District Municipality, in the conference room located in the annex building, 2nd floor.

Only bidders may attend this opening session or be represented by a duly authorized person of their choice, even in the case of a consortium.

Under penalty of rejection, the required administrative documents must be submitted in original form or certified copies from the issuing department or the competent administrative authority, in accordance with the provisions of the Specific Regulations of the Invitation to Tender. They must be less than three (3) months old or have been established after the date of signature of the Invitation to Tender.

If any document in the administrative file is missing or non-compliant within the 48-hour period granted by the Commission, the offer will be rejected.

15) Evaluation criteria

The evaluation criteria are of two types: elimination criteria and essential criteria. A criterion cannot be both elimination and essential.

15.1-Elimination Criteria

The elimination criteria establish the minimum conditions that must be met to be admitted to the evaluation according to the essential criteria. They are not subject to scoring. Failure to comply with these criteria will result in the rejection of the bidder's evaluation.

These include:

- The absence of a bid security at the opening of the bids;
- Failure to submit, within 48 hours of the bid opening, a document from the administrative file deemed non-compliant or missing at the time of the bid opening;
- False statements, fraudulent maneuvers, or falsified documents;
- Failure to comply with 70% of the essential criteria; (Applicable to Category E companies with receipts dated less than three months prior, and not applicable to companies with Categorization Certificates D, C, B, and A);
- The absence of a sworn statement attesting to the absence of abandoned construction sites during the last three years;

- Failure to comply with the file format requirements;
- The absence of a quantified unit price in the financial offer;
- The absence of ownership or rental of minimum equipment (concrete mixer, etc.) (Applicable to Category E companies with receipts dated less than three months prior, and not applicable to companies with Categorization Certificates D, C, B, and A);
- The absence of an element of the financial offer (the Tender Document, the Unit Price Schedule, the Bill of Quantities);
- The absence of a dated and signed integrity charter;
- The absence of a dated and signed declaration of commitment to respect environmental and social clauses;
- The methodology;
- Evidence of acceptance of the contract terms (Special Administrative Clauses (CCAP) and Special Technical Clauses (CCTP)).

These criteria aim to assess compliance with the conditions set out in the Tender Documents, the administrative documents, the technical offer, and the financial proposal for the purpose of awarding the contract.

15.2 - Essential Criteria

The bid evaluation system is binary (yes/no). Technical bids will be evaluated according to the essential criteria defined below:

- Presentation of the bid;
- Bidder's references (Applicable to Category E companies with receipts dated less than three months prior and not applicable to companies with Categorization Certificates D, C, B, and A);
- Financial capacity (turnover, proof of financial solvency). (Applicable to Category E companies with receipts dated less than three months prior and not applicable to companies with Categorization Certificates D, C, B, and A);
- Staff qualifications and experience (Applicable to Category E companies with receipts dated less than three months prior, and not applicable to companies with Categorization Certificates D, C, B, and A);
- Logistical resources (Applicable to Category E companies with receipts dated less than three months prior, and not applicable to companies with Categorization Certificates D, C, B, and A);

Only the financial bids of bidders whose technical bids receive a "yes" rating of 70% or higher will be considered. The point system for evaluating bids is prohibited; a binary (yes or no) system is preferred.

16) Award of contract

The Contracting Authority awards the contract to the bidder who submitted an offer meeting the required technical and financial qualification criteria and whose offer is evaluated as the lowest, including any proposed discounts.

17) Duration of validity of bids

Bidders remain bound by their offer for 90 days from the deadline set for the submission of offers.

18) Further information

Further information can be obtained during working hours from the Heritage, Land Affairs and Public Procurement Department, BP: 14783, telephone 699 09 11 70 or online on the COLEPS platform at <http://www.marchespublics.cm> and <http://www.publiccontracts.cm>.

19) Addendum to the Invitation to Tender.

The Contracting Authority reserves the right, if necessary, to make any further amendments to this Invitation to Tender as required.

Tél : +237 222 11 30 92/ 222 11 30 94

mairiedeyaounde4@hotmail.fr

BP : 17 783 Ydé-Cameroun

20) Fight against corruption and malpractices

For any denunciation of corruption attempt practices, facts or acts, please call the National Anti-Corruption

Commission (NACC) on 1517, the Authority in charge of Public Contracts (MINMAP) (SMS or call) on (+237) 673 20 57 25 and 699 37 07 48, the ARMP on or the PO/DPO on

Copies to

- MINMAP
- ARMP
- Maître d'Ouvrage
- Président CIPM
- Affichage -chrono



26 MARS 2026

Gabriel B. EFFILA
Maire de Yaoundé 4^{ème}

COMMUNE D'ARRONDISSEMENT DE YAOUNDE IV